



Le Ministre d'Etat, Secrétaire General de la Présidence de la République, Ferdinand Ngoh Ngoh, sous haute instruction du Chef de l'Etat, conteste les largesses fiscales accordées à Jean Pierre Amougou Belinga par le dégrèvement de 8.99 milliards de FCFA et le gel d'un recouvrement de 17, 8 milliards de FCFA en faveur de ses entreprises.

Il ordonne au Ministre des Finances et au Ministre de Justice de respecter de la loi dans le traitement des dossiers concernant les inspecteurs des impôts.

Kalara

Directeur de la publication : Christophe Bobokono

L'hebdomadaire du monde juridico-judiciaire

N° 443

400 Fcfa

13 septembre 2022

AFFAIRES

**Mamy Nyanga
et Franco
Hôtel poursui-
vis pour abus
de confiance**

Page 11

FAMILLE

**Privé de sexe,
il sollicite le
divorce après
deux années
de mariage**

Page 9

TÉMOIGNAGE

**Le policier qui
accable l'hom-
me de main de
Martin Mbarga
Nguele devant
la barre**

Page 10

HAUTES INSTRUCTIONS

Affaire DGI c/ Vision 4 : Paul Biya rappelle Motaze et Laurent Esso l'ordre

Le chef de l'Etat conteste les largesses fiscales accordées à Jean-Pierre Amougou Bélinga, notamment par le dégrèvement de 8,99 milliards de francs et le gel d'un recouvrement de 17,8 milliards de francs en faveur de ses entreprises. Il ordonne au ministre des Finances et à son collègue de la Justice le respect de la loi dans le traitement des dossiers concernant les inspecteurs des impôts.

Pages 6 & 7

AFFAIRE MEBE NGO'O

Victor Menye : «Je suis en prison pour crime d'amitié avec M. Mebe»

L'ancien Directeur général adjoint de la SCB-Crédit Lyonnais a enfin donné son témoignage devant le Tribunal criminel spécial.

Page 5

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC
SECRETARIAT GENERAL

N° 514 / F / SG/PR

Yaoundé, le 02 SEP 2022

RE :

TRÈS URGENT
VERY URGENT

LE MINISTRE D'ETAT, SECRETAIRE GENERAL
The Minister of State, Secretary General

A
To

MONSIEUR LE MINISTRE DES FINANCES

YAOUNDE

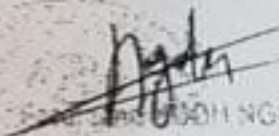
Objet : *Traitement réserve six dossiers fiscaux*
Subject : *des entreprises du groupe l'ANECDOTE.*

D'ordre de MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir rétablir le droit dans les dossiers relatifs à l'annulation partielle des impositions mises à la charge de VISION 4 Télévision par Avis de Mise en Recouvrement du 21 mars 2022, à l'octroi d'un sursis de paiement illimité aux autres entreprises du Groupe l'ANECDOTE, au titre de divers Avis de Mise en Recouvrement datant du 01 février 2022.

Vous voudrez bien me rendre compte de vos diligences, pour la Très Haute et Complète Information du CHEF DE L'ETAT. /- /

Copie : SG/PM.


[Circular stamp partially visible]

